

LA
DÉSINTÉGRATION
DE
LA SCIENCE publique au Canada



L'Institut professionnel
de la fonction publique
du Canada

LA DÉSINTÉGRATION DE LA SCIENCE publique au Canada

Introduction : Des compressions à n'en plus finir

Au cours des cinq dernières années, depuis que la crise financière mondiale a exigé une injection temporaire de fonds publics pour stimuler l'économie, le gouvernement Harper s'acharne à réduire les coûts et plus récemment à réorienter la recherche scientifique dans les ministères et organismes à vocation scientifique (MOVS). Ces réductions s'accompagnent (du moins depuis les compressions budgétaires gouvernementales massives de 2012) de l'assurance que la grande majorité d'entre elles ne toucheraient que les services administratifs.¹ Autrement dit, personne ne remarquerait la perte de millions de dollars au budget de la science à Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), à Environnement Canada (EC), à Pêches et Océans Canada (MPO), au Conseil national de recherches du Canada (CNRC), à Statistique Canada et ailleurs. La perte de centaines d'emplois – ou d'équivalents temps plein (ETP), comme on les appelle – passerait inaperçue.

Or, même en tenant compte de l'impact extraordinaire des dépenses de relance, entre 2008 et 2013, 596 M\$ au total² (en dollars constants de 2007) ont été retranchés aux budgets de la science et technologie (S et T) des MOVS, et 2 141 ETP ont été éliminés. Mesurées simplement en dollars, les compressions ont touché durement certains ministères : Environnement Canada, par exemple, s'est fait réduire son budget de 125 M\$ (17,5 %); le CNRC de 129 M\$ (17,2 %); et le MPO de 28 M\$ (10,2 %). De même, dans certains ministères, dont le CNRC (798 ETP), EC (159 ETP) et le MPO (73 ETP), les compressions comprenaient l'élimination d'ETP à des postes scientifiques.

Cependant, les chiffres ne peuvent pas raconter toute la vérité. Comme toujours – nous connaissons les habitudes du gouvernement Harper –, l'annonce de ces réductions était peu ou pas détaillée. C'est aux scientifiques des secteurs public et privé, aux syndicats, aux médias et aux

Canadiens préoccupés qu'on a laissé le soin de révéler les détails et de sonner l'alerte quant aux effets de ces compressions « administratives ». Ainsi, des programmes entiers ont été perdus, dont la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, financée par EC – qui durant 25 ans a été le groupe consultatif fédéral prépondérant sur le développement durable – le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses et la Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère, le programme de surveillance des contaminants et de la toxicologie marine, financé par le MPO, ainsi que le Centre de recherche sur le pétrole, le gaz et autres sources d'énergie extracôtières (CRPGEE). D'autres coupes ont provoqué la réduction de programmes sous financés, à tout le moins. Ainsi, le Laboratoire de recherche atmosphérique de l'environnement polaire (PEARL), deuxième centre de recherche le plus au Nord, n'a réussi à sauvegarder qu'une partie du financement sur cinq ans qu'il devait recevoir en 2013 (après l'avoir perdu complètement en 2012), lequel lui permet de continuer à surveiller, entre autres, l'énorme trou de la couche d'ozone découvert au-dessus de l'Arctique par son personnel en 2011. Les programmes sur les espèces en péril d'EC et du MPO ont subi le même sort.

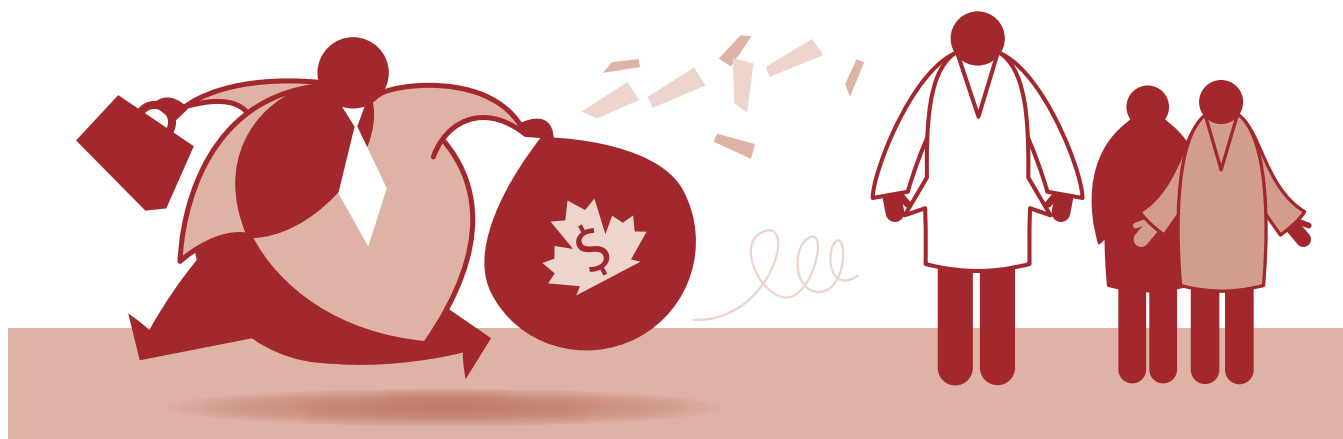
Le Laboratoire PEARL, deuxième centre de recherche le plus au Nord, n'a réussi à sauvegarder qu'une partie du financement sur cinq ans qu'il devait recevoir en 2013, lequel lui permet de continuer à surveiller, entre autres, l'énorme trou de la couche d'ozone découvert au-dessus de l'Arctique par son personnel en 2011.

D'autres compressions ont forcé les gouvernements provinciaux à financer partiellement, du moins, des programmes que le gouvernement fédéral a éliminés, comme le programme de la Région des lacs expérimentaux (RLE), à Kenora (Ontario), de renommée mondiale, la recherche continue la plus importante jamais entreprise dans le monde sur les lacs d'eau douce.

1 « La majorité des réductions budgétaires se rapportent à des services administratifs gouvernementaux » (trad.), Jim Flaherty, ministre des Finances, cité dans le Toronto Star, le 28 mars 2012.

2 Statistique Canada, Activités scientifiques fédérales, 2013-2014. N° au catalogue : 88-204-XWF

Entre 2013 et 2016, 10 ministères à vocation scientifique **auront perdu 2,6 milliards de dollars et 5 064 emplois**



Ces compressions nous font douter de l'engagement du gouvernement à l'endroit de questions telles que la réduction des émissions de polluants provenant des cheminées industrielles, un objectif rendu encore plus difficile à réaliser par le démantèlement de l'équipe de sept scientifiques d'EC qui mesurait la pollution de l'air causée par les cheminées industrielles. Elles entraînent aussi la perte de mines de connaissances et d'information scientifiques, dont sept bibliothèques au MPO, six à RNCan, la fusion de cinq bibliothèques de Parcs Canada qui n'en forment plus qu'une à EC et la perte de grands spécialistes tels que Michael Arts, d'EC, une autorité internationale sur la santé des écosystèmes aquatiques. (La suppression du poste de M. Arts a poussé 90 scientifiques de renommée internationale, dont des membres de la Société royale du Canada, à écrire une lettre de protestation au gouvernement.) M. Kenneth C. Johnson, épidémiologiste principal à l'Agence de santé publique du Canada (ASPC), est devenu le seul scientifique employé à l'ASPC ou à Santé Canada (SC) dont le travail portait directement sur l'étude des liens entre le tabac et le cancer et, plus précisément, entre la fumée secondaire et le cancer du sein. M. Phil Burton, chercheur scientifique et gestionnaire des projets nordiques du Centre de foresterie du Pacifique du Service canadien des forêts, a joué un rôle de premier plan avant son départ, en 2012, en évaluant l'impact du dendroctone du pin ponderosa et du projet de pipeline Northern Gateway d'Enbridge.

Ingénieur au gouvernement fédéral depuis 32 ans, dont 23 à Transports Canada, Jean-Pierre Gagnon était l'un des plus grands experts nord-américains en transport ferroviaire de matières dangereuses, et notamment du DOT-111, le wagon au cœur de la tragédie du Lac-Mégantic du 6 juillet 2013. Il y a plus d'un an, en juin 2012, il a appris que son poste était touché par le Réaménagement des effectifs. Il travaillait à l'époque sur un projet qui évaluait la sécurité et l'intégrité des wagons non pressurisés, tel que le DOT-111. Peu avant qu'il prenne sa retraite de la fonction publique en mars 2013, il organisait une réunion avec des représentants de l'industrie à propos de la sécurité des DOT-111.³

Les réductions contribuent également à la fuite des cerveaux scientifiques du Canada. M. Kenneth Lee, qui a reçu un avis d'employé touché, en mai 2012, après 30 ans de service au MPO, était directeur du CRPGEE et le plus grand spécialiste du pays en déversement de pétrole. En 2010, il a passé quatre mois dans le golfe du Mexique à partager son expertise scientifique pour guider les efforts de confinement du déversement de pétrole qui y sévissait. Aujourd'hui, il dirige la recherche océanographique du Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation en Australie.

Beaucoup de compressions ont détruit tout espoir, du moins pour l'instant, de voir des politiques fondées sur des faits.

3 Lac-Mégantic « Ça y est, c'est arrivé... » La Presse, le 20 juillet 2013

L'abolition du formulaire long obligatoire du recensement, en 2010, et celle en 2012 de l'Institut de la statistique des Premières nations (la seule tentative d'évaluer les données sur les besoins en éducation, en logement social et en main-d'œuvre des communautés autochtones), financé par Statistique Canada, n'en sont que deux exemples.

Mais le pire reste à venir. Entre 2013 et 2016, 10 MOVS (soit Agriculture et Agroalimentaire Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Agence spatiale canadienne, Environnement Canada, Pêches et Océans Canada, Santé Canada, Industrie Canada, le Conseil national de recherches du Canada, Ressources naturelles Canada et l'Agence de la santé publique du Canada) seront privés de 2,6 milliards de dollars au total et devraient perdre 5 064 ETP.⁴ Au cours de l'année prochaine, tous les budgets de S et T seront amputés de 355 M\$,⁵ soit plus de la moitié de ce qu'ils ont perdu au cours des cinq années précédentes. La crédibilité du gouvernement, déjà en lambeaux à la suite de nombreux fiascos financiers, tels que le coût réel d'achat des chasseurs F-35 et le scandale Duffy-Wright des demandes de remboursement de fausses dépenses, est maintenant tellement entâchée que l'assurance que ces compressions ne seront pas remarquées ou ressenties ne tient plus que par un fil.

Quelle sorte d'impact les compressions continues auront-elles alors sur la science publique fédérale? Quelle science sera perdue et restructurée? Quelle incidence les pertes en dollars et en ETP auront-elles sur les obligations futures du Canada? Comme le programme électoral du gouvernement

Étant donné son penchant avéré pour la dissimulation d'information et le contrôle, le gouvernement Harper n'est pas une source d'information fiable. Cependant, un sondage mené auprès des scientifiques du gouvernement fédéral le printemps dernier et un sondage d'opinion publique plus récent mené auprès des Canadiens donnent des réponses valables à ces questions.



Harper ne comprenait aucune réduction radicale des budgets de la science publique fédérale, les Canadiens ont-ils au moins une idée de l'impact qu'auront ces compressions? Les scientifiques les appuient-ils? Et les Canadiens?

Étant donné son penchant avéré pour la dissimulation d'information et le contrôle, le gouvernement Harper n'est pas une source d'information fiable. Cependant, un sondage mené auprès des scientifiques du gouvernement fédéral le printemps dernier et un sondage d'opinion publique plus récent mené auprès des Canadiens donnent des réponses valables à ces questions.

Au printemps 2013, l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada, le syndicat de scientifiques et de professionnels le plus important au pays, a chargé Environics Research Group de les étudier ainsi que d'autres questions qui préoccupent les scientifiques fédéraux et le public canadien. L'Institut représente des scientifiques de 40 ministères et organismes gouvernementaux fédéraux et entretient donc des liens uniques avec ceux qui assurent la santé et la sécurité des Canadiens, la protection de l'environnement et la vitalité de l'économie du Canada. Entre le 5 et le 19 juin 2013, des invitations à participer à un sondage en ligne ont été envoyées à 15 398 de ces membres, sur lesquels 4 069 ont répondu à l'appel. La marge d'erreur des résultats du sondage est de $\pm 1,6\%$, 19 fois sur 20

4 Survol des rapports sur les plans et les priorités : www.tbs-sct.gc.ca/gui/ncls-fra.asp

5 Statistique Canada. Activités scientifiques fédérales, 2013-2014. N° au catalogue : 88-204-X

(bien qu'elle puisse être légèrement supérieure quand les questions ne sont posées qu'à des sous-échantillons).⁶ Un autre sondage d'opinion semblable, mais plus court, auquel 1 003 Canadiens ont participé entre le 14 et le 20 novembre 2013, a été effectué par Environics. La marge d'erreur des résultats du sondage est de $\pm 3,1$ %, 19 fois sur 20.

Mesure de l'impact : c'est grave, docteur?

Selon le sondage de l'Institut, 9 scientifiques fédéraux sur 10 (91 %) disent que les dernières compressions ont ou auront un effet négatif sur la capacité du gouvernement de servir l'intérêt public, et plus de la moitié des répondants (51 %) considèrent que cet effet est très négatif.

Ils ne sont pas les seuls. Quand on leur dit que, l'an prochain seulement, le gouvernement réduira de 355 M\$ le budget de la science publique, une vaste majorité de Canadiens (69 %) disent que les compressions auront une incidence négative sur la capacité du gouvernement à servir les intérêts des Canadiens, et ils sont 3 sur 10 (32 %) à penser que cette incidence sera très négative. Même chez les partisans des conservateurs, presque 6 répondants sur 10 (59 %) estiment que les compressions auront un effet négatif. Il est intéressant de noter que la plupart des Canadiens – et les scientifiques fédéraux – sont de cet avis même sans savoir que des compressions de 355 M\$ seront appliquées au cours

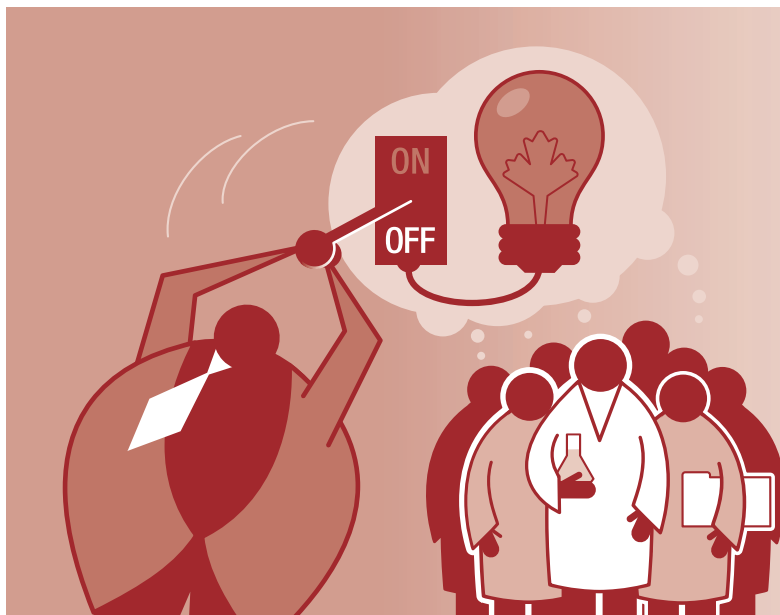
Plus de 9 scientifiques interrogés sur 10 (94 %) estiment que les récentes coupes ont eu un effet négatif sur la capacité scientifique générale du gouvernement fédéral, et ils sont près de 6 sur 10 (59 %) à croire que cet effet est important.

de la prochaine année dans le secteur de la science publique ou que des compressions encore plus importantes entreront en vigueur les années suivantes.

Capacité perdue et déclin de la protection de l'environnement

Plus de 9 scientifiques interrogés sur 10 (94 %) estiment que les récentes coupes ont eu un effet négatif sur la capacité scientifique générale du gouvernement fédéral, et ils sont près de 6 sur 10 (59 %) à croire que cet effet est important.

En outre, plus des trois quarts des scientifiques fédéraux (78 %) signalent que la capacité scientifique de leur lieu de travail a diminué. Comme l'explique un scientifique : « Jamais je n'ai été témoin d'un tel travail de démolition systématique des capacités scientifiques de la fonction publique fédérale en 31 ans de carrière ».



80%

des scientifiques du CNRC pensent que **le Canada recule en matière d'innovation** depuis cinq ans

⁶ Selon le second des deux rapports préparés par l'Institut à partir des données du sondage. Un premier rapport sur l'ingérence politique et le musèlement des scientifiques du gouvernement fédéral, *Coup de froid sur la science publique*, a été publié en octobre 2013.

Un autre soutient que « la science n'a plus de ressources; il est impossible de lui en enlever encore sans l'éliminer complètement ».

Qui plus est, presque 7 scientifiques sur 10 (69 %) à EC pensent que le Canada recule en matière de protection de l'environnement et de gestion des ressources durables depuis 5 ans. Plus de 8 répondants sur 10 (83 %) au MPO sont aussi de cet avis. Selon un des répondants, « les réductions de personnel ont fortement dégradé la qualité de service que le MPO peut donner à l'industrie et au public ». Un autre écrit que le visage du MPO a pratiquement disparu des collectivités, surtout dans le Nord, là où se fait tout le développement. Nous sommes en train de devenir une « république de bananes » pour ce qui est des lois et de la réglementation en matière d'environnement. Ces changements massifs découlent d'une idéologie et non du souci d'économiser ni du gros bon sens. La liste des espèces menacées et en voie de disparition continue de s'allonger. Les stocks de saumon sont en difficulté tout le long de la côte ouest de l'Amérique du Nord. Le nombre de sites contaminés continue d'augmenter et les initiatives de nettoyage sont immobilisées par une bureaucratie politisée ».⁷

À Ressources naturelles Canada, à peine un quart (24 %) des scientifiques estiment que le ministère fait mieux en ce qui concerne le soutien de la rentabilité des secteurs de l'extraction (pétrole, gaz et mines), et plus de la moitié pensent que le ministère fait pire sur le plan de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources durables, comparativement à il y a cinq ans.

Le Canada dépense déjà bien moins que la moyenne des pays de l'OCDE pour la R. et D. gouvernementale, soit 0,16 % du PIB comparativement à une moyenne de 0,28 % du PIB pour les pays de l'OCDE, et se montre de moins en moins objectif face à l'investissement dans les entreprises commerciales au détriment de la science publique et de la R. et D.

86% des scientifiques pensent que **les modifications à la Loi sur les pêches nuisent aux poissons et à leur habitat**



Mais où est donc passée la science publique?

La controverse entourant les projets de loi omnibus est surtout causée par l'utilisation abusive du budget pour hâter la modification radicale de lois existantes. En plus d'annoncer des compressions pour des milliards de dollars, par exemple, le projet de loi omnibus sur l'exécution du budget de 2012 incorporait pas moins de 77 modifications législatives à la *Loi sur les pêches*, à la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* et à la *Loi sur la protection des eaux navigables*.

Selon le sondage, 86 % des scientifiques du MPO pensent que les modifications à la *Loi sur les pêches* vont nuire à la capacité du Canada de protéger le poisson et son habitat. Plus précisément, 81 % des scientifiques estiment que le remplacement du Programme de gestion de l'habitat par le soi disant Programme de protection des pêches affaiblira la capacité du MPO de protéger le poisson et son habitat. Comme l'a écrit un scientifique, « les modifications arbitraires à la *Loi sur les pêches*, à la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* et à la *Loi sur les eaux navigables* et les réductions budgétaires imposées à EC et à Gestion de l'habitat (MPO) [les programmes de gestion] favorisent l'industrie à un point tel que la réglementation en matière d'environnement et de pêches est pratiquement inexistante ou inapplicable aux développements futurs ».

⁷ L'Inventaire des sites contaminés fédéraux (ISCF) répertorie plus de 21 000 sites fédéraux. Ce nombre inclut des sites contaminés, des sites susceptibles d'être contaminés et environ 9 000 sites sont classés comme étant « fermés », soit parce que les travaux d'assainissement sont terminés soit parce qu'il a été déterminé, suite à une évaluation, qu'aucune mesure n'était nécessaire.

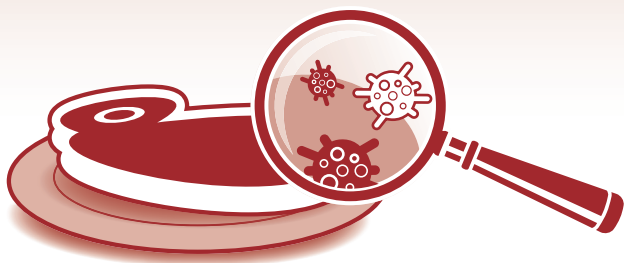
Les scientifiques de mon ministère se font régulièrement refuser leurs demandes de participation à des conférences auxquelles ils sont invités à titre de conférenciers ou de présentateurs de séance d'information scientifique.

Priorités changeantes et sous-financement

Le sous-financement de la science est un autre problème chronique. Selon le sondage, 7 scientifiques fédéraux sur 10 (71 %) pensent que leur ministère ou organisme n'alloue pas les ressources qu'il lui faut pour exécuter efficacement son mandat.

De plus, les nouvelles priorités budgétaires qui visent à encourager la science à produire davantage de retombées commerciales ont des effets dévastateurs. Même si les dépenses internes de S et T, axées surtout sur la protection de la santé publique, la sécurité publique et l'environnement, devraient être réduites de 162 M\$ en 2013-2014, les dépenses externes de S et T liées à des entreprises commerciales devraient quant à elles augmenter de 68 M\$.⁸

73% des Canadiens pensent que **la santé publique, la sécurité et la protection de l'environnement sont prioritaires**



Pourtant, le remplacement de plus en plus visible de la science fondamentale par la science appliquée au service des entreprises commerciales ne semble pas améliorer le bilan du Canada en matière d'innovation, du moins selon les scientifiques les plus au fait pour en parler. Au CNRC, l'ancienne locomotive de l'innovation scientifique, à laquelle on attribue une série impressionnante de découvertes, du stimulateur cardiaque aux animations informatiques, 8 scientifiques sur 10 pensent que le Canada a régressé sur la scène internationale de l'innovation et de la technologie depuis 5 ans. Près de 9 répondants sur 10 (87 %) pensent que les récents changements limitent ou limiteront la recherche fondamentale et près de 86 % pensent qu'ils auront des répercussions négatives sur la recherche et le développement (R. et D.) en général. Le Canada dépense déjà bien moins que la moyenne des pays de l'OCDE pour la R. et D. gouvernementale, soit 0,16 % du PIB comparativement à une moyenne de 0,28 % du PIB pour les pays de l'OCDE, et se montre de moins en moins objectif face à l'investissement dans les entreprises commerciales au détriment de la science publique et de la R. et D.⁹

Portée disparue

La réputation du Canada sur la scène internationale en souffre certainement quand on voit la baisse spectaculaire du nombre de possibilités de collaboration professionnelle et de scientifiques qui assistent aux conférences scientifiques internationales. « Ils ont tellement sabré les voyages pour assister à des conférences que je ne me donne même plus la peine de demander d'y aller, explique un répondant. Le processus d'approbation est maintenant d'une telle lourdeur bureaucratique qu'il faut l'approbation du sous-ministre quasiment à chaque fois qu'on lève le doigt, ... au point que mes collègues paient souvent eux-mêmes leur participation à des conférences pour garder le contact avec de vieux collègues et maintenir leur image professionnelle sur la scène internationale ». « Les scientifiques de mon ministère se font régulièrement refuser leurs demandes de participation à des conférences auxquelles ils sont invités à titre de conférenciers ou de présentateurs de séance d'information scientifique. La communauté scientifique internationale a ainsi l'impression qu'il ne vaut pas la peine de collaborer avec les géoscientifiques du gouvernement canadien », selon un autre répondant.

8 Statistique Canada, Activités scientifiques fédérales, 2013-2014. N° au catalogue : 88-204-XWF

9 Organisation de coopération et de développement économiques (2013), Principaux indicateurs de la science et de la technologie, vol. 2013/1, Éditions OCDE. <http://stats.oecd.org>

Un troisième scientifique ajoute : « Ça fait trois ans que je paie de ma poche pour participer à des conférences et que je dois le faire pendant mes vacances. Et je ne suis pas le seul ». Comme s'il n'était pas encore assez évident que le Canada se traîne les pieds sur le plan du changement climatique, notre absence de plus en plus remarquée aux conférences internationales le confirme : le Canada est un trainard aux yeux de la communauté scientifique internationale.

Conclusion

Le programme scientifique du gouvernement Harper va-t-il dans la bonne direction? S'il faut en croire l'opinion publique, la réponse est « non ». Près des trois quarts des Canadiens (73 %) pensent que sur le plan des activités scientifiques gouvernementales la priorité devrait être accordée à la protection de la santé publique, à la sécurité et à l'environnement, tandis que presque un quart des répondants (24 %) pensent que la priorité devrait revenir à l'innovation commerciale et au développement des ressources ou à ces deux dernières, à parts égales.

Cela donne à penser que le gouvernement Harper n'a pas le sens des priorités, non seulement par rapport aux Canadiens en général, mais aussi par rapport aux électeurs conservateurs – surtout ceux de la très importante classe moyenne –, car la plupart des compressions déjà effectuées (sans compter toutes celles qui sont à venir) touchent la santé publique, la sécurité et la protection de l'environnement.

Parmi les participants au sondage qui ont indiqué voter pour les conservateurs, plus des deux tiers (67 %) estimaient que la science devrait avoir pour priorité absolue la protection de la santé publique, la sécurité et l'environnement. Quant aux répondants qui gagnent entre 50 000 \$ et 80 000 \$, plus des trois quarts (76 %) pensent que la protection de la santé publique, de la sécurité et de l'environnement devraient être prioritaires.

On peut donc conclure que la prochaine série (très attendue) de réductions d'impôt et d'initiatives de stimulation de la dépense à la consommation du ministre des Finances,

Jim Flaherty, conçue pour raffermir la base conservatrice et courtiser les électeurs de la classe moyenne avant les prochaines élections, sera financée du moins partiellement par des réductions considérables et potentiellement dévastatrices des budgets de la santé publique, de la sécurité et de la protection de l'environnement.

Selon les derniers Rapports sur les plans et les priorités, 10 grands MOVS¹⁰ subiront des compressions budgétaires de 17 %, en moyenne, au cours des prochaines années. Cependant, comme on l'a vu ces cinq dernières années, ces compressions vont frapper plus lourdement certains ministères et organismes que d'autres. Alors qu'Agriculture Canada, par exemple, verra son budget amputé de 574,4 M\$ (20 %) et perdra 787 ETP, Pêches et Océans Canada subira des pertes de 370,8 M\$ (19,5 %) et de 848 ETP. Le Conseil national de recherches du Canada verra son budget diminuer de 30,5 M\$ (3,6 %) et son personnel réduit de 202 ETP, tandis que l'Agence canadienne d'inspection des aliments perdra 157,7 M\$ (20,3 %) et 1222 ETP et que Santé Canada perdra 653,8 M\$ (17,3 %) et 1 158 ETP. En plus de ces grands MOVS, l'Agence canadienne d'évaluation environnementale subira une perte budgétaire de 15,3 M\$ (47,2 %) et une réduction de personnel de 81 ETP (un tiers), tandis que Statistique Canada verra son budget réduit de 150,6 M\$ (28,8 %) et perdra 1 221 ETP.¹¹

Si le passé est garant du futur, la vraie nature de ces compressions (le personnel, les programmes, l'impact) sera dissimulée au public le plus longtemps possible – ou jusqu'à ce que des scientifiques, des Canadiens, des syndicats et des médias préoccupés finissent par assembler les pièces du puzzle à coup de demandes d'accès à l'information et d'avis de réaménagement des effectifs pour savoir ce que d'autres compressions irresponsables coûteront véritablement aux Canadiens à l'avenir. Une chose est sûre : ces réductions ne peuvent certainement pas s'appeler des réductions de services « administratifs », à moins de considérer les écosystèmes, la qualité de l'air et de l'eau, la survie des autres espèces au Canada et, bien sûr, la santé et la sécurité de tous les Canadiens fassent partie de cette catégorie. ■

10 Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), Environnement Canada (EC), l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), l'Agence spatiale canadienne (ASC), Pêches et Océans (MPO), Santé Canada (SC), Industrie Canada, le Conseil national de recherches du Canada (CNRC), Ressources naturelles Canada (RNC), et l'Agence de santé publique du Canada (ASPC)

11 Rapports sur les plans et les priorités www.tbs-sct.gc.ca/rpp/index-fra.asp

Sondage auprès des scientifiques fédéraux : Questions et réponses

Mesure de l'impact

En tant que scientifique ou ingénieur employé au gouvernement fédéral, quel effet pensez-vous que les compressions dans les programmes scientifiques ont ou auront sur la capacité du gouvernement fédéral à servir les intérêts des Canadiens?

91 % : Un effet néfaste (51 % très néfaste, 40 % plutôt néfaste, 8 % un peu néfaste, 1 % aucun effet)

Capacité perdue et déclin de la protection de l'environnement

Depuis quelques années, le gouvernement fédéral réduit le budget de nombreux ministères et organismes. Quelle incidence pensez-vous que ces compressions ont produite sur la capacité scientifique globale du gouvernement fédéral?

94 % : Une incidence nuisible (59 % importante, 35 % modérée, 5 % mineure, 1 % aucune incidence)

Avez-vous ressenti ou vu une réduction de la capacité scientifique dans votre milieu de travail?

78 % : Oui (78 % oui, 22 % non)

Comparativement à ce qu'il faisait il y a 5 ans, trouvez-vous qu'Environnement Canada a progressé ou régressé en matière de protection de l'environnement et de gestion des ressources durables?¹

69 % : A régressé (4 % A progressé, 12 % Fait la même chose, 69 % A régressé, 15 % Ne sais pas ou S.O.)

Comparativement à ce qu'il faisait il y a cinq ans, le ministère des Pêches et des Océans a-t-il progressé ou régressé dans les domaines suivants?²

La protection de l'environnement et la gestion des ressources durables

83 % : A régressé (3 % A progressé, 8 % Fait la même chose, 83 % A régressé, 6 % Ne sais pas)

Comparativement à ce qu'il faisait il y a cinq ans, le ministère des Ressources naturelles a-t-il progressé, régressé ou il fait à peu près la même chose dans les domaines suivants?³

Le soutien à la rentabilité des industries extractives

24 % : A progressé et 7 % : A régressé (24 % A progressé, 27 % Fait la même chose, 7 % A régressé, 42 % Ne sais pas)

La protection de l'environnement et la gestion des ressources durables

7 % : A progressé et 53 % : A régressé (7 % A progressé, 22 % Fait la même chose, 53 % A régressé, 19 % Ne sais pas)

Mais où est donc passée la science publique?

Dites dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants...⁴

La capacité de Pêches et Océans Canada (MPO) à protéger les poissons et leur habitat sera affaiblie par les modifications apportées à la *Loi sur les pêches*.

86 % : D'accord (62 % Tout à fait d'accord, 24 % Plutôt d'accord, 3 % Plutôt en désaccord, 1 % Pas du tout d'accord et 9 % Ne sais pas)

La capacité du MPO à protéger les poissons et leur habitat sera affaiblie par le remplacement du Programme de gestion de l'habitat par le Programme de protection des pêches.

1 Base : Scientifiques d'Environnement Canada (n=670).

2 Base : Scientifiques de Pêches et Océans Canada (n=343)

3 Base : Scientifiques de Ressources naturelles Canada (n=292)

4 Base : Scientifiques de Pêches et Océans Canada (n=343)

81 % : D'accord (57 % Tout à fait d'accord, 24 % Plutôt d'accord, 4 % Plutôt en désaccord, 1 % Pas du tout d'accord et 13 % Ne sais pas)

Priorités changeantes et sous-financement

Dites dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants...

Mon ministère ou mon organisme alloue suffisamment de ressources financières et humaines (scientifiques) à la recherche et développement pour remplir efficacement son mandat.

71 % : En désaccord (3 % Tout à fait d'accord, 20 % Plutôt d'accord, 35 % Plutôt en désaccord, 36 % Pas du tout d'accord et 6 % Ne sais pas)

Les scientifiques qui travaillent au **MPO** (90 % En désaccord), à **EC** (81 % En désaccord), à **AAC** (87 % En désaccord) et à l'**ASP** (80 % En désaccord) sont les plus susceptibles de trouver que leur ministère n'alloue pas assez de ressources à la science.

Comparativement à ce qu'il faisait il y a cinq ans, le CNRC a-t-il renforcé ou affaibli la réputation du Canada sur la scène internationale en matière d'innovation et de technologie?⁵

80 % : Affaibli (6 % Fait mieux, 9 % Fait la même chose, 80 % Fait pire, 5 % Ne sais pas)

Dites dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants...⁶

Des récents changements au CNRC limitent ou limiteront la recherche fondamentale.

87 % : D'accord (72 % Tout à fait d'accord, 15 % Plutôt d'accord, 4 % Plutôt en désaccord, 7 % Pas du tout d'accord et 3 % Ne sais pas)

La capacité réduite de recherche fondamentale ou de base aura un effet négatif sur la contribution du CNRC à la recherche et au développement et à l'innovation au Canada

86% : En accord (65% Fortement en accord, 21% Assez en accord, 7% Assez en désaccord, 4% Fortement en désaccord, 3% NA)

Portée disparue

Dans quelle mesure cela vous inquiète que les nouvelles politiques ministérielles sur la propriété intellectuelle, la permission de publier et la collaboration compromettent la capacité des scientifiques de votre ministère ou de votre organisme à collaborer avec des collègues étrangers?

73 % : Inquiet (36 % Très inquiet, 37 % Plutôt inquiet, 20 % Pas très inquiet, 7 % Pas du tout inquiet)

J'ai l'approbation pour assister à des conférences, à des activités ou à des cours directement liés à mon travail ou nécessaires au perfectionnement et au maintien de l'expertise.

36 % : D'accord (6 % Tout à fait d'accord, 30 % Plutôt d'accord, 30 % Plutôt en désaccord, 32 % Pas du tout d'accord et 2 % Ne sais pas ou S.O.)

Le processus d'approbation de la participation à des conférences, à des cours ou à d'autres activités est juste, transparent et opportun.

24 % : D'accord (4 % Tout à fait d'accord, 19 % Plutôt d'accord, 28 % Plutôt en désaccord, 44 % Pas du tout d'accord et 6 % Ne sais pas)

Sondage d'opinion auprès du public : Questions et réponses

Mesure de l'impact

Cette année, on prévoit que les dépenses du gouvernement fédéral en activités scientifiques seront réduites de 355 millions de dollars. Quelle incidence croyez-vous que ces compressions auront sur la capacité du gouvernement fédéral à servir l'intérêt des Canadiens?

5 Base : Scientifiques du Conseil national de recherches du Canada (n=268).

6 Base : Scientifiques du Conseil national de recherches du Canada (n=268).

Le gouvernement fédéral investit actuellement dans les activités scientifiques qui soutiennent la santé publique, la sécurité et la protection de l'environnement de même que dans les activités qui soutiennent l'innovation commerciale et le développement des ressources. Quelle est l'activité scientifique gouvernementale qui devrait avoir la priorité absolue?

69 % : Plutôt ou très néfaste (5 % Très positive, 17 % Plutôt positive, 37 % Plutôt négative, 32 % Très néfaste, 5 % Aucune incidence, 4 % Ne sais pas ou S.O.)

Conclusion

Le gouvernement fédéral investit actuellement dans les activités scientifiques qui soutiennent la santé publique, la sécurité et la protection de l'environnement de même que dans les activités qui soutiennent l'innovation commerciale et le développement des ressources. Quelle est l'activité scientifique gouvernementale qui devrait avoir la priorité absolue? La protection de la santé publique et de l'environnement et la sécurité? L'innovation commerciale et le développement des ressources? Les deux à parts égales? Aucune des deux? Ne sais pas ou S.O.?

73 % : La protection de la santé publique et de l'environnement et la sécurité (10 % L'innovation commerciale et le développement des ressources, 14 % Les deux à parts égales, 1 % Aucune des deux, 1 % Ne sais pas ou S.O.) ■



« Jamais je n'ai été témoin d'un tel travail de démolition systématique des capacités scientifiques de la fonction publique fédérale en 31 ans de carrière. »



*« La science n'a plus de ressources;
il est impossible de lui en enlever encore
sans l'éliminer complètement. »*

